



*La vie à défendre*

**Syndicat  
CFTC  
du  
Ministère  
de la  
Justice  
  
Libre  
indépendant  
et  
constructif**

<http://www.cftc-slj.fr>

[secretariat@cftc-slj.fr](mailto:secretariat@cftc-slj.fr)

06.61.18.34.80  
06.99.34.31.77



## 2023-2024 différentes annonces pour les fonctionnaires



Le ministre de la Transformation et de la Fonction publiques a annoncé plusieurs mesures de revalorisation des salaires des agents. Une enveloppe de ces mesures représentant un montant de **3,5 milliards d'euros dès cette année, et 6 milliards d'euros en 2024.**

**1,5 % d'augmentation générale  
du point d'indice dès juillet 2023.**

**Attribution de 5 points d'indice à  
tous les agents, à partir de  
janvier 2024.**

**Une mesure spécifique pour les bas  
salaires, jusqu'à 9 points d'indice  
supplémentaire. Cela représente  
pour un agent de catC une  
progression de 7% de 2023 à 2024  
(environ 120€)**

**Remboursement de  
75% du forfait  
transport.**

**Une prime du pouvoir d'achat de 800€ brut avant fin 2023  
à l'ensemble des rémunération inférieure à 3250€ bruts.**

**Revalorisation  
des frais de  
mission.**

**Monétisation des CET :**  
Cat.A = 150€ brut  
Cat.B = 100€ brut  
Cat.C = 83€ brut

**Reconduction de  
la GIPA 2023.**



Pour le **syndicat CFTC du ministère de la justice**, si nous pouvons saluer cette initiative, force est de constater que cela reste insuffisant. Ces mesures ne permettent pas de rattraper la baisse du pouvoir d'achat subit par l'ensemble des fonctionnaires de notre ministère depuis plus de 10 ans. Le point d'indice véritable socle du traitement des fonctionnaires a été gelé de 2010 à juillet 2016 et de 2018 à juin 2022. Selon l'INSEE, l'inflation grimpe positivement depuis 2011, à l'exception de 2015, pour atteindre un taux de 5,2% en 2022 et de 4,5% depuis le début de cette d'année. La CFTC-SLJ continue donc de revendiquer une nouvelle hausse du point d'indice à minima de 5% qui cumulé avec les dernières augmentations approcherait de notre revendication initiale soit une augmentation de 10%. Un effort doit donc encore être consentie pour véritablement sortir les fonctionnaires de la crise économique qu'ils subissent depuis bien trop longtemps maintenant !